












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**2025DAC0092L01/L02 - Mise en place d'un système
de vote électronique et services associés pour
l'Université Clermont Auvergne et Clermont Auvergne
INP**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	2025DAC0092L01/L02 - Mise en place d'un système de vote électronique et services associés pour l'Université Clermont Auvergne et Clermont Auvergne INP
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Protection des données à caractère personnel	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	6
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Développement durable	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14 - Pénalités	10
14.1 - Pénalités de retard pour non-respect des délais d'exécution	10
14.2 - Pénalités en cas de décalage du jour du vote imputable au titulaire	10
14.3 - Pénalités en cas d'indisponibilité de la plateforme	10
14.4 - Pénalités en cas de défaillance en matière de sécurité	11
14.5 - Pénalités pour non-respect du délai de réponse au marché subséquent	11
14.5 - Pénalité pour travail dissimulé	11
15 - Assurances	11
16 - Résiliation du contrat	12
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
17 - Règlement des litiges et langues	12
18 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
2025DAC0092L01/L02 - Mise en place d'un système de vote électronique et services associés pour l'Université Clermont Auvergne et Clermont Auvergne INP

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents, pour les prestations suivantes :

Le lot n° 1 - Mise à disposition d'une plateforme de vote électronique , organisation et assistance à la conduite des élections

Cet accord-cadre fixe également toutes les conditions d'exécution des prestations suivantes exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur :

Le lot n° 2 - Expertise indépendante du système de vote électronique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Mise à disposition d'une plateforme de vote électronique, organisation et assistance à la conduite des élections
02	Expertise indépendante du système de vote électronique

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents (**bon de commande signé valant marché subséquent**).

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur (UCA ou INP).

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Les marchés subséquents sont réalisés dans les conditions suivantes :

1. Lors de la survenance d'un besoin, l'UCA ou l'INP contacte le titulaire et lui communique a minima les éléments suivants : date du scrutin, nombre de collèges, nombre d'inscrits, nombre de votants estimés, calendrier électoral prévisionnel ;
2. Sur la base de ces éléments, le titulaire dispose de 10 jours calendaires maximum pour formuler une proposition technique et financière permettant de satisfaire le besoin de l'Université ou Clermont Auvergne INP. **Pour formuler son offre financière, le titulaire s'appuie sur les prix-plafonds du BPUP ; en d'autres termes, s'il peut pour chaque prestation proposer des prix inférieurs à ceux contractualisés dans le BPUP, il ne peut pas proposer de prix supérieurs** (réserve faite de la révision de prix prévue à l'article 6.2 du présent CCAP). Dans le cadre de sa réponse, le prestataire peut également ajouter des prestations et des unités d'oeuvre non prévues au BPUP si les circonstances le nécessitent. En l'absence de réponse dans les délais impartis, et après une mise en demeure restée sans réponse, l'UCA ou l'INP sont autorisées à faire appel à un autre prestataire que celui désigné dans le cadre du présent contrat.
3. L'Université ou l'INP dispose de 20 jours calendaires pour analyser la proposition du titulaire et peut durant ce délai engager des négociations avec lui pour ajuster l'offre tarifaire et technique du prestataire.
4. La proposition du titulaire sera analysée afin de vérifier sa conformité aux exigences techniques du cahier des charges ainsi que le respect du BPU Plafond en termes de tarification.
5. L'UCA ou l'INP signifie leur accord sur la proposition finale du titulaire en lui communiquant un bon de commande signé valant marché subséquent. Ce document comporte en annexe la proposition technique et financière du prestataire.
Le devis de l'entreprise qui constitue la base du marché subséquent engage le titulaire ; toutefois, si le nombre de votants réels est inférieur ou supérieur de 10% au nombre de votants estimés, un bon de commande rectificatif valant avenant sera adressé au prestataire au prorata du nombre de votants réels.

En cas d'absence de nouvelle offre, le titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires plafond (BPUP) lot1 et le bordereau des prix unitaires (BPU) lot 2
- Les marchés subséquents (MS)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Cf CCTP

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année du marché. Ils sont ensuite révisibles à la hausse comme à la baisse à chaque échéance du marché.

La révision des prix se fera par ajustement sur le barème du titulaire (tarifs publics applicables à l'ensemble de sa clientèle). A l'appui de sa demande de révision, le titulaire transmet :

- Son nouveau barème daté (pour les prestations objet du marché) et applicables à la date de la demande de révision,
- Le bordereau de prix (BPU) ou BPUP) modifié en conséquence.

Le titulaire s'engage à transmettre sa demande par écrit, au moins 15 jours avant chaque échéance de reconduction à la Direction des Achats, sur achats@uca.fr

Les nouveaux tarifs feront apparaître pour chaque prestation l'ancien prix, le nouveau prix et le pourcentage de variation en indiquant s'il s'agit d'une modification à la hausse ou à la baisse.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations ou réserves sur les justifications apportées. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables.

A défaut de proposition par le titulaire, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année entière. Le titulaire renonce à toute révision de ses prix pour l'année courante sans demande de sa part dans les délais indiqués ci-dessus.

Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité un marché subséquent si la moyenne l'augmentation des prix nets est supérieure à 2 %.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou chaque marché subséquent, d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Les conditions de remboursement de l'avance seront déterminées par marché subséquent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Pour l'Université Clermont Auvergne :

- Numéro de marché : 2025DAC0092L01/L02
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013
- Numéro d'engagement juridique : 45xxxxxxx

Pour Clermont Auvergne INP :

- Numéro de marché : 202517UCA1VOTE
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 021 918 00011
- Numéro d'engagement juridique : 45xxxxxxx

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel

les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande (transmis par l'UCA ou INP) dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Formation du personnel :

Pour le lot 1, le titulaire doit proposer une formation au personnel pour la prise en main de la plateforme de vote. (cf Article 3 et Article 3-1 g) - CCTP)

Interlocuteur dédié :

Le titulaire désignera un interlocuteur dédié à cet accord-cadre qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié, pilote de cet accord-cadre.

11 - Développement durable

Pour le lot 1 et 2, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Lutte contre les discriminations : le titulaire veillera à promouvoir l'égalité femmes/hommes et à lutter contre les discriminations liées aux origines ;
- Le titulaire veillera également à mettre en œuvre des moyens en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou favoriser l'apprentissage des jeunes.

Pour le lot 1, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- La solution devra être conçue selon les principes d'éco-conception logicielle : limitation des ressources serveur, compression des données, et optimisation des interfaces pour réduire la consommation énergétique.

Pour le lot 2, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire s'engage à limiter l'impact environnemental de ses activités numériques en optimisant l'usage des ressources informatiques (stockage, bande passante ..), en privilégiant des outils à faible consommation énergétique et en évitant les traitements superflus.
- Les livrables devront être transmis de préférence sous format numérique, optimisés pour limiter la taille des fichiers et l'usage de ressources. L'impression papier est déconseillé sauf demande expresse de l'UCA ou l'INP.

Pour les deux lots, les candidats devront indiquer dans leur mémoire technique les moyens qu'ils mettent en œuvre pour poursuivre ces objectifs, il peut également indiquer d'autres démarches environnementales s'il en a.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.1 - Pénalités de retard pour non-respect des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, et lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait de l'opérateur économique, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon un montant forfaitaire : 50 € par jour ouvré.

La pénalité sera effective par bon de commande, dès le premier jour calendaire de retard soit à compter du lendemain du jour prévu de livraison.

14.2 - Pénalités en cas de décalage du jour du vote imputable au titulaire

Si l'élection ne peut pas se tenir à la date prévue du fait d'une faute imputable au seul titulaire, ce dernier encourt sans mise en demeure une pénalité forfaitaire équivalente à 10 % du montant TTC du marché subséquent correspondant.

14.3 - Pénalités en cas d'indisponibilité de la plateforme

En cas d'indisponibilité du système de vote dématérialisé en période d'opération électorale, le titulaire encourt une pénalité de 100 € à compter de la première heure d'indisponibilité sans mise en demeure préalable.

14.4 - Pénalités en cas de défaillance en matière de sécurité

En cas de défaillance dans la sécurité du système de vote, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données, le titulaire encourt une pénalité de 900 € par jour à compter du premier jour de défaillance.

14.5 - Pénalités pour non-respect du délai de réponse au marché subséquent

Le titulaire du lot 1 est tenu de répondre aux marchés subséquents et de présenter une offre dans un délai de 10 jours calendaires maximum. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, il encourt sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 50€ par jour ouvré.

14.5 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services